

28 juin - Journée nationale de mobilisation interprofessionnelle

28 juin 2018

Union
syndicale
Solidaires

le 18 juin 2018

Poursuivre la lutte

L'Union syndicale Solidaires appelle à la mobilisation et à la grève le 28 juin

Les cheminot-es poursuivent leur lutte légitime par une grève dont la durée est remarquable. Face à elles et eux, le pouvoir reste droit dans ses bottes, fait adopter la loi et refuse de négocier. La journée du 28 juin doit partout exprimer le soutien à leur lutte contre la privatisation et pour la préservation du statut. On ne rappellera jamais assez qu'ils et elles luttent pour un véritable service public des transports sur tous les territoires, pour toutes et tous. On ne rappellera jamais assez, encore, qu'une fois le statut des cheminot-es détruit, le pouvoir s'attaquera à celui des fonctionnaires et continuera à détruire tous les conquits sociaux qu'il présente comme des obstacles à la libéralisation totale, thatcherienne, du marché du travail.

Tout le monde est concerné par cette offensive globale contre nos conditions de travail et de vie décente : les retraité-es, les étudiant-es et les lycéen-es qui, avec Parcoursup en font les frais aujourd'hui. Alors oui, nous avons encore et toujours de bonnes raisons d'être en lutte, ensemble, le 28 juin. Nous ne nous rédisons pas à des tableaux de gestion ou à des algorithmes.

Mais après ? Nous mettrons les difficultés à mobiliser aujourd'hui compte tenu du niveau insuffisant de certaines journées de mobilisations récentes. Nous entendons la lassitude exprimée par les travailleurs et travailleuses vis à vis de journées de mobilisations isolées et souvent fragmentées entre les différents secteurs. C'est pourquoi, Solidaires continuera, comme nous l'avons fait à de très nombreuses reprises depuis un an, à participer à tous les efforts pour construire une riposte interprofessionnelle d'ampleur suffisante sur des bases revendicatives. Face à la déviation sociale et à la merger des classes dominantes, la lutte, c'est tous les jours que nos militant-es la mènent et la construisent. Ainsi nous n'attendons pas la fin de l'été pour cela. Pour nous, il ne s'agit y avoir de trêve estivale.

Guerre aux pauvres. Plus que ses prédateurs, ce pouvoir adoptant même la guerre contre les pauvres. Pour cela, il ne recoupe à aucune contrainte, message ou cynisme. En témoignent la violence par laquelle Macron s'exprime sur les minima sociaux : tout ce « *pegnon de drapeau* » dépensé pour les pauvres qui « *ne font pas d'effort* ». Ou les « *déresponsabiliser et en est dans le caritatif* ». Comme si la pauvreté était une fatalité ou pire, une maladie à « *guérir* ». Ceux et celles qui nous dirigent sont sans vergogne, se permettant autoritairement à émettre publiquement les préjugés les plus dégradés des riches vis-à-vis des démunis. Ces « *rien* » qu'on croise dans les aéro, démunis par qui ? Démunis-es en tous cas des 500 000 euros dépensés pour renouveler la vaisselle à l'Élysée (ça fait combien de RSA ?)

Les salarié-es aussi coûtent trop chers aux patrons. Heureusement pour ces dernier-es, la loi travail de Macron permet aujourd'hui à PSA de mettre fin aux 35 heures dans ses usines. S'ils et elles travaillent plus en gagnant moins, c'est sûr, cela fera plus de profits pour leurs patrons. Comme pour l'ex PDG de Canelec, parti en retraite avec une indemnité de 13 millions d'euros pendant que son groupe licencié et ferme des magasins. 13 millions ! en voilà du *pegnon de drapeau* pour financer des services publics et assurer les besoins sociaux de la population ! Sans oublier ce *pegnon de drapeau* évadé et fratricide fiscalement, ces dizaines de milliards d'euros, ils pourraient en financer pas mal de biens communs !

Le 28 juin est un moment important de mobilisation, de grèves et d'actions pour maintenir la pression par tous les moyens dont nous disposons. Gardons le fil de notre légitime colère, continuons à construire patiemment mais résolument la résistance et les luttes contre leur monde.

Vos droits, vos luttes, votre syndicat...

www.solidaires.org contact@solidaires.org,

fb @USolidaires twitter @UnionSolidaires

31 rue de la Grange aux belles 75010 Paris, 01 68 39 30 20



L'Union syndicale Solidaires a décidé d'appeler sur ses propres bases à la journée de mobilisation du 28 juin.

L'appel de Solidaires

Les cheminot-es poursuivent leur lutte légitime par une grève dont la durée est remarquable. Face à elles et eux, le pouvoir reste droit dans ses bottes, fait adopter la loi et refuse de négocier. La journée du 28 juin doit partout exprimer le soutien à leur lutte contre la privatisation et pour la préservation du statut. On ne rappellera jamais assez qu'ils et elles luttent pour un véritable service public des transports sur tous les territoires, pour toutes et tous. On ne rappellera jamais assez, encore, qu'une fois le statut des cheminot-es détruit, le pouvoir s'attaquera à celui des fonctionnaires et continuera à détruire tous les conquits sociaux qu'il présente comme des obstacles à la libéralisation totale, thatcherienne, du marché du travail.

Tout le monde est concerné par cette offensive globale contre nos conditions de travail et de vie

décente : les retraité-es, les étudiant-es et les lycéen-es qui, avec Parcoursup en font les frais aujourd'hui. Alors oui, nous avons encore et toujours de bonnes raisons d'être en lutte, ensemble, le 28 juin. Nous ne nous réduisons pas à des tableaux de gestion ou à des algorithmes.

Mais après ? Nous mesurons les difficultés à mobiliser aujourd'hui compte tenu du niveau insuffisant de certaines journées de mobilisations récentes. Nous entendons la lassitude exprimée par les travailleurs et travailleuses vis à vis de journées de mobilisations isolées et souvent fragmentées entre les différents secteurs. C'est pourquoi, Solidaires continuera, comme nous l'avons fait à de très nombreuses reprises depuis un an, à participer à tous les efforts pour construire une riposte interprofessionnelle d'ampleur suffisante sur des bases revendicatives. Face à la dévastation sociale et à la morgue des classes dominantes, la lutte, c'est tous les jours que nos militant-es la mènent et la construisent. Aussi nous n'attendrons pas la fin de l'été pour cela. Pour nous, il ne saurait y avoir de trêve estivale.

Guerre aux pauvres. Pire que ses prédécesseurs, ce pouvoir arrogant mène la guerre contre les pauvres. Pour cela, il ne renonce à aucune outrance, mensonge ou cynisme. En témoigne la violence par laquelle Macron s'exprime sur les minima sociaux : tout ce « pognon de dingue » dépensé pour les pauvres qui « ne font pas d'efforts ». On les « déresponsabilise et on est dans le curatif ». Comme si la pauvreté était une fatalité ou pire, une maladie à « guérir ». Ceux et celles qui nous dirigent sont sans vergogne, se pensant autorisé-es à énoncer publiquement les préjugés les plus dégradants des riches vis-à-vis des démunis. Ces « riens » qu'on croise dans les gares, démunis par qui ? Démunis en tous cas des 500 000 euros dépensés pour renouveler la vaisselle à l'Élysée (ça fait combien de RSA ?)

Les salarié-es aussi coûtent trop chers aux patrons. Heureusement pour ces dernier-es, la loi travail de Macron permet aujourd'hui à PSA de mettre fin aux 35 heures dans ses usines. S'ils et elles travaillent plus en gagnant moins, c'est sûr, cela fera plus de profits pour leurs patrons. Comme pour l'ex PDG de Carrefour, parti en retraite avec une indemnité de 13 millions d'euros pendant que son groupe licencie et ferme des magasins. 13 millions ! en voilà du pognon de dingue pour financer des services publics et assurer les besoins sociaux de la population ! Sans oublier ce pognon de dingue évadé et fraudé fiscalement, ces dizaines de milliards d'euros, ils pourraient en financer pas mal de biens communs !

Le 28 juin est un moment important de mobilisation, de grèves et d'actions pour maintenir la pression par tous les moyens dont nous disposons.

Gardons le fil de notre légitime colère, continuons à construire patiemment mais résolument la résistance et les luttes contre leur monde.

Poursuivre la lutte

L'Union syndicale Solidaires appelle à la mobilisation et à la grève le 28 juin

Les cheminot-es poursuivent leur lutte légitime par une grève dont la durée est remarquable. Face à elles et eux, le pouvoir reste droit dans ses bottes, fait adopter la loi et refuse de négocier. La journée du 28 juin doit surtout exprimer le soutien à leur lutte contre la privatisation et pour la préservation du statut. On ne rappellera jamais assez qu'ils et elles luttent pour un véritable service public des transports sur tous les territoires, pour toutes et tous. On ne rappellera jamais assez, encore, qu'une fois le statut des cheminot-es détruit, le pouvoir s'attaquera à celui des fonctionnaires et continuera à détruire tous les conquits sociaux qu'il présente comme des obstacles à la libéralisation totale, thatcherienne, du marché du travail.

Tout le monde est concerné par cette offensive globale contre nos conditions de travail et de vie décente : les retraité-es, les étudiant-es et les lycéen-es qui, avec Parcoursup en font les frais aujourd'hui. Alors oui, nous avons encore et toujours de bonnes raisons d'être en lutte, ensemble, le 28 juin. Nous ne nous réduisons pas à des tableaux de gestion ou à des algorithmes.

Mais après ? Nous mesurons les difficultés à mobiliser aujourd'hui compte tenu du niveau insuffisant de certaines journées de mobilisations récentes. Nous entendons la lassitude exprimée par les travailleurs et travailleuses vis à vis de journées de mobilisations isolées et souvent fragmentées entre les différents secteurs. C'est pourquoi, Solidaires continuera, comme nous l'avons fait à de très nombreuses reprises depuis un an, à participer à tous les efforts pour construire une riposte interprofessionnelle d'ampleur suffisante sur des bases revendicatives. Face à la dévastation sociale et à la morgue des classes dominantes, la lutte, c'est tous les jours que nos militant-es la mènent et la construisent. Aussi nous n'attendrons pas la fin de l'été pour cela. Pour nous, il ne saurait y avoir de trêve estivale.

Guerre aux pauvres. Pire que ses prédécesseurs, ce pouvoir arrogant mène la guerre contre les pauvres. Pour cela, il ne renonce à aucune outrance, mensonge ou cynisme. En témoigne la violence par laquelle Macron s'exprime sur les minima sociaux : tout ce « *pognon de dingue* » dépensé pour les pauvres qui « *ne font pas d'efforts* ». On les « *déresponsabilise et on est dans le curatif* ». Comme si la pauvreté était une fatalité ou pire, une maladie à « *curer* ». Ceux et celles qui nous dirigent sont sans vergogne, se pensant autorisé-es à énoncer publiquement les préjugés les plus dégradants des riches vis-à-vis des démunis. Ces « *riens* » qu'on croise dans les gares, démunis-es par qui ? Démuni-es en tous cas des 500 000 euros dépensés pour renouveler la vaisselle à l'Élysée (ça fait combien de RSA ?)

Les salarié-es aussi coûtent trop chers aux patrons. Heureusement pour ces dernier-es, la loi travail de Macron permet aujourd'hui à PSA de mettre fin aux 35 heures dans ses usines. S'ils et elles travaillent plus en gagnant moins, c'est sûr, cela fera plus de profits pour leurs patrons. Comme pour l'ex PDG de Carrefour, parti en retraite avec une indemnité de 13 millions d'euros pendant que son groupe licencie et ferme des magasins. 13 millions ! en voilà du pognon de dingue pour financer des services publics et assurer les besoins sociaux de la population ! Sans oublier ce pognon de dingue évadé et fraudé fiscalement, ces dizaines de milliards d'euros, ils pourraient en financer pas mal de biens communs !

Le 28 juin est un moment important de mobilisation, de grèves et d'actions pour maintenir la pression par tous les moyens dont nous disposons. Gardons le fil de notre légitime colère, continuons à construire patiemment mais résolument la résistance et les luttes contre leur monde.

Vos droits, vos luttes, votre syndicat...

www.solidaires.org contact@solidaires.org,

fb @USolidaires twitter @UnionSolidaires

31 rue de la Grange aux belles 75010 Paris, 01 58 39 30 20



JEUDI 28 JUIN

**À CEUX QUI VEULENT
TUER LES SERVICES PUBLICS
LES CHEMINOTS REPONDENT**

RESISTANCE

**MANIFESTATION
INTERPROFESSIONNELLE**

Sud
Rail

Union
syndicale
Solidaires

Appel unitaire pour Paris



IMPOSONS UNE AUTRE LOGIQUE POLITIQUE ET ECONOMIQUE !

Salariés, retraités, jeunes : nombreux sont ceux qui se mobilisent, agissent contre la politique gouvernementale qui engendre la casse des services publics, favorise les politiques d'austérité, la loi ORE qui avec Parcoursup aggrave les difficultés d'accès à l'enseignement supérieur avec l'orientation subie, la sélection généralisée et l'insuffisance de moyens pour l'Université

La lutte emblématique des cheminot(e)-s se poursuit avec détermination, contre le pacte ferroviaire entraînant la privatisation de la SNCF, la perte du statut des cheminots et détruisant le service public ferroviaire. Les différentes journées de grève ont clairement exprimées le refus des cheminots d'accepter le pacte ferroviaire apportant un démenti cinglant à ceux qui prétendaient enterrer la mobilisation.

Dans l'énergie, les travailleurs du service public du gaz et de l'électricité, sont dans la lutte. Cette lutte s'organise avec des salariés grévistes qui occupent des sites, interpellent et envahissent des comités d'établissements ainsi que des commissions secondaires du personnel ou encore interpellent la population et des élus de la nation pour démontrer leur attachement à la nécessité d'un service public avec des garanties collectives et statutaires de haut niveau.

Malgré l'offensive généralisée du gouvernement et du patronat contre le monde du travail, de nombreux salarié(e)-s sont en lutte pour leurs revendications: salarié(e)-s des Ephad, de Carrefour, d'Air France, d'ADP, de SMOVENGO,....Les Unions Régionales apportent tout leur soutien aux lycéens d'Arago, victimes d'une répression sans précédent.

Ces luttes permettent des succès, c'est le cas pour les agents des « Catacombes de Paris » qui après avoir mené une grève déterminée, obtiennent des augmentations de salaires et des effectifs supplémentaires.

Aujourd'hui, la mobilisation du plus grand nombre est indispensable. En effet, le pouvoir met en perspective de nouvelles lois régressives. C'est le cas de la loi Pacte qui entraînerait de nouvelles privatisations et dans la suite des ordonnances Macron, affaiblirait la représentation des salariés à l'entreprise. Enfin, le gouvernement annonce un projet de loi visant à réformer notre système de retraite en passant d'un système par répartition basé sur la solidarité à un système par points individualisé, qui entraînerait un appauvrissement des futurs retraités et contribuerait une nouvelle fois à reculer l'âge de départ en retraite !

Il s'agit de la remise en cause du modèle social français !

Pourtant, les moyens existent pour favoriser une politique de progrès social : en 2017, les bénéfices des entreprises du CAC40 ont explosé avec 94 milliards !

Face à cette situation et aux politiques régressives qui s'opposent aux revendications légitimes des jeunes, des salariés, des retraités : l'heure est à la mobilisation !

Les organisations syndicales et de jeunesse d'Île-de-France CGT, FO, SOLIDAIRES, UNEF s'engagent, dans la construction d'un rapport de force interprofessionnel et à la construction d'une grande journée de mobilisation avec appel à la grève le 28 juin 2018.

MANIFESTATION UNITAIRE

JEUDI 28 JUIN 2018 – 14H – BASTILLE

En fin de manifestation un meeting, avec prises de parole des organisations contribuera à maintenir la mobilisation et préparer une rentrée revendicative !

Les Unions Régionales CGT, FO, Solidaires et UNEF se rencontreront dès que possible afin de préparer les moyens d'actions nécessaires afin d'élargir les mobilisations.

Lire aussi : Pour mémoire, le préavis de grève toujours en vigueur déposé par Solidaires Fonction publique

- **Emplacement : ré-agir ensemble** > Mobilisations et actualités > Actualités >

- Adresse de cet article :

<https://solidaires.org/28-juin-Journee-nationale-de-mobilisation-interprofessionnelle>